



Forum
Global
sur la Sécurité
Alimentaire
et la Nutrition

Consultation du HLPE sur le droit foncier et les investissements internationaux dans l'agriculture

Synthèse



Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

A propos de ce document

Ce document résume les résultats d'une discussion en ligne organisé sur le Forum Global sur la Sécurité alimentaire et la Nutrition <http://km.fao.org/fsn/fr>

Vous êtes priés de vous référer au document complet qui peut être consultée en ligne à :
http://typo3.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/HLPE/PROCEEDINGS_Land_tenure.pdf

Avertissement

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminés ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO. Le terme «pays», tel qu'il apparaît dans le texte, se réfère sans aucune distinction à des pays, territoires et zones.

Ce document a été préparé grâce à la générosité du *Fonds de la FAO pour l'innovation* et du *Projet Coherent food security responses: incorporating right to food into global and regional food security initiatives*.



Table des matières

I. Contexte	2
II. État des lieux en matière de droits fonciers et d'investissements internationaux dans l'agriculture	2
III. Nature et moteurs des investissements internationaux	3
IV. Rôle des parties prenantes : droits, obligations et responsabilités	3
V. Impacts potentiels des investissements dans l'agriculture	4
VI. Questions juridiques	5

I. Contexte

Le Comité directeur du Panel d'Experts de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (HLPE) a organisé une consultation en ligne sur le droit foncier et les investissements internationaux dans l'agriculture afin de recueillir l'opinion d'un large public intéressé sur le travail en cours dans le cadre du mandat du CFS. Les membres du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition et de nombreux autres experts ont été invités à commenter le projet de cadre des termes de référence de l'étude et les recommandations de politiques visant à adresser le thème du droit foncier et les investissements internationaux dans l'agriculture¹.

La consultation en ligne s'est déroulée du 24 janvier au 10 février 2011 et a donné lieu à 62 contributions d'experts de 47 organisations basés dans 34 pays.

La présente synthèse donne une vue d'ensemble succincte des questions soulevées par les participants. Le compte rendu complet et la liste des participants figurent à la rubrique compte rendu².

II. État des lieux en matière de droits fonciers et d'investissements internationaux dans l'agriculture

Une évaluation correcte de la situation actuelle des investissements dans l'agriculture doit éviter toute approche standard et tenir compte des différences en matière d'objectifs et de types d'investissements (par exemple, réalisation de la sécurité alimentaire nationale ou cultures à fins commerciales ou de production de biocarburants, types de politiques et de systèmes de production mis en avant) ainsi qu'entre les pays cibles (par exemple, systèmes de production, schémas d'utilisation des terres, biodiversité, structure sociale et système juridique).

Ces différences compliquent la comparaison des investissements dans l'espace et le temps. Au final, comprendre leur rôle et leur impact requiert d'étudier les effets de ces mesures sur la vie des populations et des agriculteurs locaux et de vérifier si les modèles de production proposés conviennent à une région ou une société donnée.

Les participants ont également souligné que la cartographie des terres dans le but d'évaluer la taille des investissements existants et des opérations envisageables dans l'avenir constitue une question délicate. Des terres apparemment inutilisées pourraient très bien se trouver en jachère dans le cadre de la rotation des cultures ou être réservées à des usages traditionnels tels que la culture de plantes médicinales, le bois de feu ou le pâturage.

1 Une consultation parallèle a eu lieu sur l'instabilité des prix.

2 http://typo3.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/HLPE/PROCEEDINGS_Land_tenure.pdf

III. Nature et moteurs des investissements internationaux

Il est important de voir les raisons qui sous-tendent les politiques d'investissement car leurs impacts dépendent du type d'investissement.

Si les investissements ont pour but de convertir des terres improductives en terres productives, leurs effets seront très différents des situations où ils servent à prendre le contrôle de terres étrangères déjà productives et à en détourner la production, au détriment du marché national. Les participants ont exprimé leurs inquiétudes quant aux impacts négatifs de ce dernier scénario sur la sécurité alimentaire nationale des pays en développement concernés.

Les moteurs des investissements internationaux dans l'agriculture varient et recouvrent des motivations aussi bien alimentaires que commerciales. Si l'externalisation de la production agricole dans les pays en développement constitue une raison de se lancer dans des investissements, les politiques bioénergétiques de certaines régions riches jouent également un rôle moteur dans la volonté d'investir. Les études doivent tenir compte de ces politiques. Les politiques nationales et régionales d'accès aux ressources naturelles, le commerce et l'investissement, les intérêts économiques des sociétés privées et le financement général du commerce des produits influent eux aussi sur le volume des investissements.

IV. Rôle des parties prenantes : droits, obligations et responsabilités

La question des différents acteurs des investissements a été très discutée. Alors que les grandes lignes de l'étude se limitaient aux investissements internationaux, le rôle des investissements nationaux a été cité comme potentiellement porteur des mêmes implications en matière de droit foncier et de sécurité alimentaire nationale.

Si les investissements sont le fait du secteur privé, il faut aussi s'intéresser au rôle d'employeur de celui-ci, y compris les obligations que le droit du travail international et national lui impose. L'importance du rôle des gouvernements comme principaux garants des droits des personnes a fait globalement l'unanimité. Les investissements pourraient avoir des répercussions directes sur les moyens d'existence. Des communautés locales pourraient être expulsées de leurs terres et ce type de contrats d'investissement pourrait gravement nuire à leurs droits fonciers. Les participants ont exprimé l'impérieuse nécessité de transparence, de participation et de responsabilité de la part des gouvernements et des acteurs privés. Même si la mise en place d'un environnement favorable au secteur privé requiert une marge de négociation, il convient impérativement de respecter, de protéger et de réaliser un ensemble de droits fondamentaux.

Des participants ont suggéré d'inclure des textes internationaux relatifs aux droits de l'homme et en particulier des cadres juridiques concernant le droit à une alimentation adéquate (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), les droits des peuples indigènes (Convention 169 de l'OIT) et les droits des femmes (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes).

Au-delà d'un simple recensement des textes juridiques internationaux, les participants ont suggéré d'analyser l'opérationnalisation des obligations en matière de droits de l'homme dans le contexte du droit foncier et de la gouvernance de la sécurité alimentaire.

Garantir la sécurité alimentaire a été cité comme un moteur d'investissement mais aussi comme un risque potentiel pour les pays hôtes déjà en situation d'insécurité alimentaire. La discussion a souligné qu'il faut procéder à des évaluations d'impact centrées sur les populations en situation d'insécurité alimentaire, afin de recueillir des éléments utiles à une analyse des résultats positifs et négatifs des investissements fonciers à grande échelle. Des mécanismes de suivi de ces résultats devraient faciliter l'élaboration d'une politique allant dans le sens de la réalisation progressive du droit à l'alimentation. Les participants ont convenu que tous les acteurs du processus devraient être au courant des investissements et consultés à leur sujet. Ils ont évoqué la nécessité de se focaliser sur les droits des groupes vulnérables dont les moyens d'existence dépendent de la terre. Les peuples indigènes, les pasteurs et les femmes doivent bénéficier d'une représentation suffisante dans les consultations chargées de définir les conditions des investissements car ils sont directement touchés par ces accords. La transparence et l'accessibilité de tous les acteurs concernés aux informations ont été citées comme des aspects clés de la viabilité économique.

V. Impacts potentiels des investissements dans l'agriculture

L'impact des investissements sur l'agriculture locale sera très différent selon le type de système agricole en place. Les effets de l'acquisition de terres différeront pour les gros exploitants et les petits producteurs et il conviendrait de séparer les informations correspondantes dans les évaluations.

Un consensus a néanmoins émergé concernant l'éventualité d'impacts négatifs du fait de l'insécurité généralisée du droit foncier dans de nombreux pays en développement. Les populations des terres marginales peuvent se trouver contraintes d'abandonner leurs terres à l'investisseur. Les expulsions sans indemnisation ni restitution de terres touchent à des droits de propriété et d'utilisation non protégés par des systèmes de droits fonciers dotés de titres de propriété. Si les investissements ont un but spéculatif, ils risquent de disparaître au cas où les profits escomptés ne se concrétisent pas. Il faut mettre en place des mesures pour éviter que ce type de pratique déstabilise les moyens d'existence.

Par ailleurs, il faut vérifier si les investissements sont conformes aux politiques nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire ou si les pays bénéficiaires adaptent leurs politiques ou y renoncent en dépit de répercussions négatives sur la sécurité alimentaire. Il faudrait également évaluer ce que les pays font des économies découlant des investissements, quels qu'ils soient, par exemple les investir dans les secteurs sociaux avec un impact positif sur l'ensemble de la société. Un autre aspect des investissements de grande envergure dans l'agriculture jugé important est qu'ils tendent en général à favoriser la production industrialisée à grande échelle. Il faudrait donc vérifier si ce système de production est le plus adéquat compte tenu de ses implications sociales et environnementales et examiner attentivement le rôle traditionnel des petits agriculteurs et leur intégration bénéfique au marché international. Les points à étudier sont les suivants : (i) création d'emplois dans les régions rurales ; (ii) augmentation des revenus et mise à disposition d'options de moyens d'existence y compris pour les femmes ; (iii) amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau national, sub-national et régional ; (iv) impacts à long terme sur l'environnement, y compris sur la fertilité des sols ainsi que sur la qualité de l'eau des rivières et des nappes phréatiques ; (v) contribution des deux modèles à la résilience aux chocs naturels et socioéconomiques.

VI. Questions juridiques

Les participants ont accordé une grande importance aux cadres juridiques et réglementaires, car ils exercent une grande influence sur la nature et l'impact des investissements internationaux dans l'agriculture.

L'inclusion des aspects juridiques à l'évaluation des pratiques existantes d'utilisation des terres avec accent sur les systèmes fonciers coutumiers a été citée comme essentielle.

Il serait également important de passer en revue les textes existants protégeant les droits et les pratiques ci-dessus au profit de la population indigène locale. D'une manière générale, il conviendrait d'analyser des recours équitables en cas de perte des droits dans le contexte de l'application de contrats ayant fait l'objet d'une consultation avec les communautés locales à l'aide de procédures transparentes.